

B.C.

1907

— 2 —

4/ a été inauguré en cette province, il n'y a eu que deux partis : le parti conservateur et le parti libéral. Il pourra s'en former de nouveaux, il pourra en surgir de petits, —

il y aura toujours des tiraillements et des tirailleurs ; mais nous n'aurons jamais que deux grands partis.

Le parti conservateur a eu ses jours de gloire ; pendant longtemps, il a joui de la confiance populaire ; pendant longtemps, l'idée libérale n'a été défendue dans nos parlements que par une poignée de lutteurs.

De 1867 à 1887 (le ministère Jo'y a vécu dix huit mois, à peine), de 1892 à 1897, le parti conservateur a été le maître absolu de nos destinées dans la législature de Québec. Or comment se fait-il que ce parti, qui comptait alors dans ses rangs des hommes de talents, et que représentait l'immense majorité des députés de l'assemblée législative, ait été si complètement écrasé en 1897 ? Nos amis les conservateurs ne peuvent prétendre avoir été pris par surprise lors de ces élections ; ce sont eux qui en fixèrent la date. Ils avaient eu le temps de sécher leur poudre, de fourbir leurs armes et de préparer la victoire. Quelle est la cause de cette défaite, qui les accable encore ? Il n'y en a qu'une : c'est que le régime conservateur avait été néfaste et que le peuple l'a jugé tel ; c'est que le corps électoral, revenu de son erreur de 1892, a reconnu ce que le parti libéral avait fait pour le développement de notre province.

Depuis 1897, les électeurs se sont prononcés à deux reprises sur la gestion de nos affaires provinciales. Il a examiné le bilan de notre administration ; il a constaté ce que nous avions accompli ; il a jugé que nous savions gouverner ; et, quoi que dise et clame M. Leblanc, c'est en pleine connaissance de cause que le peuple, qui sait distinguer entre ceux qui veulent le servir et ceux qui veulent se

servir de lui, a confirmé ce jugement de 1897.

L'ADMINISTRATION CONSERVATRICE

Le parti conservateur n'a pas su administrer, ou plutôt a mal administré les affaires de notre province. Je vais le prouver, brièvement mais clairement, par les dires mêmes de ses chefs et par des faits indiscutables et indiscutés.

En 1867, vous le savez, les charges de notre budget étaient beaucoup moins lourdes qu'elles ne le sont aujourd'hui. La population de cette province était alors moins considérable, son territoire habité moins étendu, et ses services publics moins nombreux et moins onéreux ; la législation, l'administration de la justice et l'entretien des aliénés coûtaient moins cher, l'instruction publique exigeait moins de sacrifices et, surtout, nous n'avions pas de dette.

DEFICITS CONSERVATEURS

Jusqu'en 1874, les comptes publics accusèrent des surplus. Mais depuis cette époque, jamais hélas ! jamais une administration conservatrice ne sut maintenir l'équilibre entre les recettes et les paiements. Cette affirmation peut vous paraître extraordinaire, mais je défie M. Leblanc et ses lieutenants de la contredire. Elle s'appuie sur les comptes publics que les divers ministères conservateurs ont eux-mêmes préparés. Elle est même en partie corroborée par les paroles de leurs trésoriers.

Voici en effet, ce que disait feu M. Wurtele, alors trésorier, lors du débat sur la vente du chemin de fer du Nord, en 1882 :

“ Les déficits pour les dernières années ont été comme suit. En 1878, le déficit s'est élevé à \$685,514.71. En 1879, il a été de \$623,123.64. . . . En 1880, le découvert se montait à \$608,117.13. . . . Pour 1881, il a été de \$442,129.65. Il reste, après déduction faite, un déficit prévu, pour 1882, de \$500,000.00.

“ Si l'état de choses qui existe aujourd'hui est main'tenu, nous aurons pour les